



Mobilisation lycéenne : la FNEC-FP FO interpelle le Recteur

Vendredi 2 octobre, le Recteur de l'académie de Nantes a réuni en visioconférence les organisations syndicales représentatives au sujet de la mobilisation lycéenne en cours. La FNEC-FP FO 53 était représentée.

La FNEC-FP FO est intervenue pour rappeler son soutien aux revendications portées par les lycéennes et lycéens : classes moins chargées, remplacement des personnels absents, créations de postes, davantage d'AESH, d'AED et de personnels de santé, amélioration des conditions d'étude et abandon de Parcoursup.

La FNEC-FP FO a rappelé son opposition à toutes les violences, qu'elles visent les personnels, les personnes ou les bâtiments.

La FNEC-FP FO 53 a été directement témoin en Mayenne d'interventions disproportionnées des forces de l'ordre, avec notamment l'usage de gaz lacrymogènes et de LBD à proximité de jeunes, dont certains mineurs, et a alerté directement la préfète avec son union départementale ([lire le courrier](#))

Le Recteur a affirmé que l'académie ne serait pas concernée par les violences policières signalées ailleurs en France et que les préfets portaient une attention particulière au public lycéen.

Pour la FNEC-FP FO 53, cette réponse n'est pas satisfaisante au regard de ce que nos militants ont eux-mêmes constaté dans le département.

Les lycéens doivent pouvoir se réunir, s'organiser et manifester librement et en toute sécurité.

1588 suppressions de postes : voilà la réponse du gouvernement ! FO a rappelé que la colère des lycéens ne tombe pas du ciel.

Manque de professeurs, remplacements non assurés, classes chargées, manque d'AESH, d'AED, d'infirmières, de médecins scolaires : les difficultés sont bien réelles.

Et en pleine mobilisation, le gouvernement annonce encore 1588 suppressions de postes d'enseignants dans le projet de budget 2027.

Le Recteur a mis en avant une augmentation annoncée de 1,2 milliard d'euros du budget de l'Éducation nationale et a rappelé que la charge de la dette était désormais le premier poste budgétaire de l'État. Mais les faits sont têtus.

Un exemple : Le ministre assure que le projet de loi de finances « *permettra de recruter, de créer 300 postes supplémentaires d'infirmières de santé scolaire, de psychologues de l'Éducation nationale, d'assistants et assistantes sociaux* ». C'est le même enfumage que l'an dernier. Une miette. FO rappelle qu'il manque 16000 infirmières et 3300 assistants sociaux pour répondre aux besoins. Des postes non pourvus car ce budget d'austérité ne réglera pas la crise d'attractivité.

Pour FO, ce sont bien les choix d'austérité qui dégradent l'École publique.

Le Recteur a indiqué que des fermetures d'établissements et un recours à l'enseignement à distance pouvaient être décidés au cas par cas, pour des raisons de sécurité.

La FNEC-FP FO a rappelé son refus de l'enseignement à distance, qui ne peut pas être une réponse à la mobilisation lycéenne et aux revendications. FO a rappelé que l'enseignement à distance ne pouvait

pas être imposé aux personnels. Fermer les établissements plutôt que répondre aux revendications de la jeunesse ne règlera rien.

Le Recteur s'est également félicité du développement du travail avec le secteur médico-social.

La FNEC-FP FO rappelle que de nombreux élèves restent sans solution adaptée et que des places en IME, ITEP et dans les structures médico-sociales doivent être créées immédiatement.

La FNEC-FP FO continuera d'être présente aux côtés des lycéennes et lycéens mobilisés.

Elle appelle les personnels à être en grève mardi 6 octobre et à participer aux mobilisations aux côtés de la jeunesse.

Respect de la liberté de manifestation !
Non à la répression envers la jeunesse !
Stop aux suppressions de postes !
Création de tous les postes nécessaires !
Abandon de Parcoursup !
Abandon du budget d'austérité 2027 !



FNEC-FP FO 53, syndicats **FO** de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle

6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

06 52 32 30 45 – @ : 53@fo-fnecfp.fr